

Guéguen-Hallouët Gaëlle

Maître de conférences de droit public habilitée à diriger des recherches
Chercheur au sein de l'UMR Amure 6308
Université de Bretagne Occidentale



Directrice du Master droit des activités maritimes de Brest, Madame Gaëlle Guéguen-Hallouët est spécialiste de droit portuaire, de droit européen et droit public des biens. Enseignant chercheur à l'Université de Bretagne Occidentale (Brest) depuis 1999, elle a soutenu une thèse de droit européen intitulée « L'application du droit communautaire aux ports maritimes – Contribution à l'étude du régime européen des activités d'intérêt général ». Si ces champs de recherche se sont depuis élargies notamment au droit de l'énergie en mer, elle a conservé un intérêt tout particulier pour les questions portuaires contribuant deux fois par an à la chronique maritime de l'Union européenne publiée dans la revue de l'Union européenne chez Dalloz et publiant différents articles sur la gouvernance, l'exploitation ou l'application des règles de concurrence aux ports maritimes. Habilitée à diriger des recherches, elle a également dirigé et dirige plusieurs thèses en droit portuaire et droit de l'énergie.

Mots clés permettant d'identifier l'activité de recherche

Droit de l'Union européenne, droit du marché intérieur, droit public économique, droit administratif, droit public des biens, droit de la concurrence, droit de l'énergie

Propriété publique, domaine public, gouvernance, intérêt général, service public, action publique, activités et espaces maritimes, ports et transports maritimes, énergies renouvelables, transition énergétique.

Dernières publications et communications :

✓ En droit portuaire :

- « Le règlement européen du 15 février 2017 sur les services portuaires et la transparence financière des ports : pragmatisme et petits pas », *Le droit maritime français*, n° 796, novembre 2017.
- « La contribution des collectivités territoriales au développement de l'économie maritime et littorale : Les enjeux en matière portuaire », communication présentée à l'occasion du colloque organisée par l'Université du Littoral Côte d'Opale – LARJ - Campus de la mer, Sur le thème « Les enjeux maritimes et littoraux des collectivités territoriales - Quelles réponses juridiques ? » le 21 septembre 2017 – publication en cours dans le cadre d'un ouvrage.
- « Admission sous condition d'un bail à construction sur le domaine public – Note sous CE (Ch. Réun.) 11 mai 2016 n° 390118, *Le droit maritime français*, n° 792, juin 2017, p. 560-576.
- Contributions à la Chronique Maritime, *Revue de l'Union européenne*, Dalloz, Oct. Nov. 2017, n° 612, Mai 2017, n° 608 et décembre 2016, n° 603 (2 n°/an depuis 2010).
- « Activités portuaires et transport maritime à l'épreuve des libertés économiques européennes », *revue de jurisprudence commerciale*, sept. Oct. 2016, n° 5, pp. 543-559.
- « Les ports maritimes et les instruments européens du développement territorial - Illustration des défis de la politique maritime intégrée », communication au colloque de Brest (Nov. 2014) publiée dans Boillet N (dir.) *L'aménagement du territoire maritime dans le contexte de la politique maritime intégrée*, Ed. Pedone, coll. Mer 2015, pp. 391-403.
- « Le rôle croissant du secteur privé dans l'activité et la gestion des ports », *Revue Questions internationales*, la Documentation française, n° 70, octobre 2014, pp. 65-77.
- « Libéralisation et nouvelle gouvernance : les défis des ports maritimes français, italiens et espagnols » dans Foulquier E. et Lamberts C. (dir.), 2015. *Gouverner les ports de commerce à l'heure libérale. Regards sur les pays d'Europe du Sud*, CNRS Editions, Paris, 374 p., 2014, pp. 37-74.

✓ En droit de l'énergie

- « Le cadre juridique de l'énergie marées en France Entre singularité et incertitudes », Communication présentée lors du colloque « L'énergie des marées, hier, aujourd'hui, demain », Université de Rennes 1, ENSAB, Rennes 20 juin 2017 -publication en cours dans le cadre d'un ouvrage.
- « La naissance d'un cadre juridique français spécifique aux énergies renouvelables en mer », communication présentée lors de la journée scientifique organisée par le GDR CNRS 3763 Energies marines renouvelables, CNRS, Paris, CNRS 24 mai 2017.
- « Les nouveaux instruments du droit de la transition énergétique », communication au colloque organisée à Nantes *Penser et mettre en œuvre les transitions écologiques*, 24 et 25 septembre 2015, publication en cours aux éditions Dalloz, sous la direction de la professeure Van Lang. « A comparative analysis of Offshore Renewable Energy law between France and the United Kingdom, *Revue Ocean Year Book*, Chicago, mars 2016.
- "Les énergies marines renouvelables en droit français: principaux enjeux juridiques", In: OLIVEIRA, Carina Costa de. (Organizadora). *Meio ambiente marinho e direito: exploração e investigação na zona costeira, na plataforma continental e nos fundos marinhos*. Curitiba, Juruá, 2015, p. 237-253.
- « Les énergies marines renouvelables – Principaux enjeux juridiques », (avec Nicolas Boillet) chapitre 5 de l'ouvrage *Mers et Océans, volume 6. Gouvernance des mers et des océans*, sous la direction de A. Monaco et P. Prouzet, Iste Editions, 42 p. publié en France en 2015 et au Royaume Uni, ED. Wiley sous le titre *Governance of Seas and Oceans*, « Marine Renewable Energies : Main legal Issues » chapter 5 pp. 159-201.
- « Les énergies marines renouvelable », chapitre 11 pp. 206-228, dans *Energies renouvelables et marché*, sous la direction de Boiteau C. , Bruylant, 2014
- *Les énergies marines renouvelables, enjeux juridiques et socio-économiques*, Guéguen-Hallouët et Levrel H. (dir.), Pedone, 2013, 329 p